

En tant que système, le socialisme est mort. En tant que mouvement et force politique organisée, il agonise. Tous ses buts naguère proclamés sont périmés. Les forces sociales qui le portaient sont en voie de disparition. Le socialisme a perdu sa dimension prophétique, sa base matérielle, son « sujet historique » ; sa philosophie du travail et de l'histoire est démentie par l'Histoire et par les changements techniques qui conduisent à l'extinction sinon du prolétariat, du moins de la classe ouvrière.

Préface

Les effectifs de la classe ouvrière industrielle ont diminué de 44 % en Grande-Bretagne, de 30 % en France, de 24 % en Suisse, de 18 % en Allemagne occidentale entre 1961 et 1988. Le tiers ou même la moitié de tous les emplois industriels ont été supprimés en l'espace de douze ans (1975-1986) dans plusieurs pays d'Europe. Durant ces douze années, l'industrie

française a supprimé à peu près autant d'emplois qu'elle en avait créés entre 1890 et 1968¹.

Pendant la même période, un grand nombre d'emplois ont été créés dans les services; mais ces emplois sont souvent à temps partiel et/ou précaires, faiblement qualifiés, sans chances d'évolution professionnelle et sans rapport avec ce qui, dans les doctrines socialistes, faisait l'essence et la valeur du travail et des travailleurs. Tout se passe comme si la classe ouvrière industrielle avait reculé au profit d'un prolétariat post-industriel, en grande partie féminin, qui, en raison de la précarité de sa condition et de la nature de ses tâches, ne peut dériver de son travail ni identité sociale ni vocation à exercer le pouvoir économique, technique ou politique.

Bref, le travail a changé, les « travailleurs » aussi. Quelle proportion des actifs songerait encore à définir son identité à partir de son travail et de sa vie de travail? Quelle proportion place encore son travail au centre de sa vie? La France est un des rares pays à ne pas vouloir connaître la réponse à ces questions : aucun journal, institut de sondage, syndicat, organisme patronal, ministère, centre de recherche universitaire, n'enquête sur la manière dont évoluent les attitudes vis-à-vis du travail, les idées sur le travail et la vie. Je prends donc le résultat de la plus récente enquête publiée en Allemagne occidentale où les relations et les conditions de travail sont pourtant notoirement meilleures qu'en France : pour 15 % seulement des personnes interrogées (35 % des cadres dirigeants), la vie professionnelle

1. Voir, à ce sujet, Emmanuel Todd, *L'invention de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1990.

demeure prioritaire par rapport à la vie personnelle. Pour l'immense majorité, le travail n'est plus la vie. La vie n'est plus dans le travail. Ni qualitativement, ni quantitativement.

Du point de vue quantitatif, on commence sa vie de travail plus tard, la cesse plus tôt, l'interrompt plus fréquemment; en même temps, la durée *annuelle* du travail à *plein temps* est tombée de 2 150 heures en 1960 à 1 650 heures en 1990, dont il faut encore défalquer environ 150 heures annuelles d'arrêt-maladie. Soit, en trente ans, une diminution de 23 % de la durée individuelle annuelle du travail à *plein temps*. Or, durant ces trente ans (je reprends les chiffres allemands), le volume annuel de travail (c'est-à-dire le nombre total des heures travaillées par tous les actifs) diminuait de 28 %, cependant que la production par heure de travail était multipliée par trois et que le chômage – ou plutôt l'impossibilité de « gagner sa vie » – prenait des proportions préoccupantes.

Qu'est-ce, dans ces conditions, qu'une perspective de gauche? Que signifie, dans ces conditions, « être socialiste »? Si c'est lutter pour l'émancipation des *travailleurs*, alors les socialistes ne sont plus que les porteparole idéologiques et élitistes de ces 15 % qui se définissent encore, avant tout, par leur travail, qui se sentent avant tout travailleurs et vivent leur travail comme une activité au moins potentiellement épanouissante et créatrice. Dira-t-on alors que le socialisme doit précisément faire de *tout* travail une activité créatrice et épanouissante? Je veux bien, à condition qu'on n'oublie pas que le travail-emploi, le travail productif rémunéré, occupe une proportion de plus en plus rapi-

dement décroissante de notre temps (un cinquième de notre vie éveillée) et que les activités non rémunérées, qu'elles soient nécessaires ou librement choisies, privées ou sociales, ne peuvent sans abus être assimilées à ce « travail » à partir duquel s'est constituée la conscience d'appartenir à la classe ouvrière et d'avoir, en tant que travailleur, des intérêts opposés à ceux du capital¹. Tout travail n'est pas travail au même sens du terme. Tout travail n'est pas source d'identité sociale ni d'appartenance de classe.

Comment faut-il concevoir, dans ces conditions, la place future du travail-emploi dans la vie des individus et de la société? Quel est l'avenir d'une civilisation dont les techniques de plus en plus efficaces créent de plus en plus de richesses avec de moins en moins de travail? La sortie de la société salariale peut-elle s'opérer sans que la société tout court soit disloquée par les antagonismes des nantis de plus en plus opulents et des exclus de plus en plus nombreux? Peut-on sauver la société salariale en multipliant les emplois que qualifiaient d'improductifs les pères fondateurs de l'économie politique? Peut-on la sauver en continuant indéfiniment de monétariser, de professionnaliser, de transformer en emplois salariés jusqu'aux activités quotidiennes et élémentaires de la vie? Ou faut-il trouver une source d'activité et un mode d'intégration sociale autres que le salariat; projeter, au-delà de la société de plein emploi, une société de « pleine activité » dans laquelle le revenu de chacun ne sera plus le prix auquel il vend son travail?

1. Voir, à ce sujet, les chapitres 6, 7 et 8.

La sortie de la société salariale ne met-elle pas en question, dans tous les cas, le capitalisme en tant que système économique et social? N'est-ce pas faute d'être formulée, maîtrisée, assumée par un projet politique, que cette mise en question prend la forme négative de la désorientation, de l'absence de perspectives, du sentiment d'insécurité et d'inanité? La question du dépassement du capitalisme vers une société dans laquelle les valeurs économiques d'efficacité, de rentabilité, de compétitivité cesseraient d'être dominantes, et qui se servirait de l'économie en vue de ses fins supérieures propres au lieu d'avoir à la servir, n'apparaît-elle pas plus actuelle que jamais après l'effondrement du socialisme?

Le terme « socialisme » ne désigne plus aucun ordre social existant ni même aucun modèle de société réalisable à court ou à long terme. La perspective et la référence socialistes ont-elles pour autant perdu tout sens? Pouvons-nous oublier que le capitalisme domine l'économie mondiale sans avoir besoin, pour cela, d'offrir un ordre social ou un modèle de société au monde? Est-il permis d'oublier que nos sociétés sont des sociétés capitalistes et que le socialisme n'a pas à se définir à partir d'un autre système social existant ailleurs : il se définit comme opposition au capitalisme, c'est-à-dire comme critique radicale de formes de société dans lesquelles le rapport des forces sociales, les processus de décision, la technique, le travail, la civilisation quotidienne, les modèles de consommation et de développement portent l'empreinte d'un souci de rentabilité aussi grande que possible.

L'abandon de la référence au socialisme conduirait à